

Une autre vision de la Cornouaille

Il n'y a pas que les politiques à s'exprimer sur le devenir de la Cornouaille. La société civile prend aussi la parole.



Jean-Michel Guillou, président du Conseil de développement du Pays de Cornouaille.

Vendredi dernier, une quarantaine de personnes issues de la société civile ont planché sur les problématiques de la Cornouaille. Réunis au sein du Conseil de développement du Pays de Cornouaille, une structure consultative, ils sont acteurs économiques, syndicalistes, représentants d'associations, de services publics. « **Une sorte de comité économique et social local** » résume Jean-Michel Guillou qui préside le Conseil de développement. Par définition, un séminaire balaie un nombre conséquent de sujets. Celui qui fait écho à l'actualité la plus récente est celui concernant l'unité de la Cornouaille.

10 000 emplois associatifs

« **Ce qui ressort des discussions, résume Jean-Michel Guillou, est la nécessité d'un projet commun pour la Cornouaille. Les membres du Conseil de développement sont unanimes sur ce point. La ville-centre, Quimper, a besoin de la Cornouaille. La réciproque est vraie. Il faut définir des priorités partagées, surtout dans un contexte de tiraillement entre l'est et l'ouest de la Bretagne, avec les effets de la métropolisation brestoise.** » Selon Jean-

Michel Guillou, cette analyse n'est pas un vœu pieu. « **Il faut le répéter. Et Quimper Cornouaille développement œuvre dans ce sens.** »

Lors de cette réunion, le Conseil de développement a fait le point sur les dossiers qui ont avancé : réseau haut débit, tourisme, économie circulaire, filière bois. « **Nous allons continuer à nous impliquer sur ces questions** ». 2016 sera le temps d'ouvrir d'autres dossiers. « **Sur le thème de l'économie et de l'emploi, des métiers méritent d'être analysés : aide à la personne, pêche, industrie agroalimentaire. Comment anticiper les évolutions ? Anticiper aussi le vieillissement de la population par rapport à l'urbanisme.** » Enfin, l'emploi associatif représente un gisement de 10 000 emplois en Cornouaille. L'idée d'une mise en commun et d'un accompagnement émerge.

Le conseil estime enfin que, du fait de sa composition mixte, il peut avoir un rôle à jouer dans la dédramatisation de certains débats cornouaillais. Comme la perception de projets marins productifs (aquaculture) sur les secteurs littoraux.